

La communauté veut et doit savoir

Jacinthe Laforest

Les citoyens de la région Évangéline veulent être mieux informés, et informés tout court, de l'avancement des travaux du comité de construction du nouveau «centre Évangéline».

Ce qui les inquiète tout particulièrement, c'est qu'à titre de futurs utilisateurs du centre, ils n'ont pas leur mot à dire sur les espaces communautaires. La seule représentante du secteur communautaire est Karine Gallant, directrice du Conseil scolaire-communautaire Évangéline, qui a succédé à Nick Arsenault à ce poste.

À plusieurs reprises au cours des récents mois et, à nouveau durant l'assemblée générale annuelle du CSCÉ, des membres du comité de construction ont insisté qu'ils n'avaient pas le droit «de dire ce qui se passe dans les réunions», ce qui contribue à créer un climat de méfiance.

Nous comprenons que tout ce qui se discute à l'intérieur des réunions du comité n'est pas d'intérêt public. Une école est une école. Les spécialistes dans ce domaine ne manquent pas. Un centre de la petite enfance doit répondre à des normes gouvernementales d'espace et de sécurité. On ne peut pas déroger de cela. La composante de la Commission scolaire de langue française est bien représentée au comité de construction, plusieurs employés y étant présents d'office.

Reste le communautaire et les espaces partagés. Dans un entretien que nous avons eu avec lui, le président du comité de construction, Tilmon Gallant, avoue que la portion communautaire n'est pas comme les trois autres secteurs. Il n'a pas semblé comprendre d'où venait cette consigne de secret.

La région Évangéline comporte un bon nombre de leaders qui ont des connaissances et des compétences, qui ont participé à d'autres projets, et qu'on aurait tort de ne pas consulter, à un stade où il est possible d'apporter des modifications, si le comité de construction les juge pertinents.

Présentement, le premier et seul dévoilement public qui est prévu devrait se produire à l'automne, tard à l'automne, avec tous les plans de tous les systèmes électriques, climatiques, électroniques déjà développés. À ce stade, des changements sont toujours possibles, mais seraient affreusement coûteux.

Pourquoi ne pas profiter de l'expertise de la communauté, dès à présent, et créer une sorte de sous-comité de construction pour la portion communautaire, avec des membres qui représentent d'autres joueurs que le Conseil scolaire-communautaire Évangéline. La communauté est plus grande que le CSCÉ.

Il est primordial que la communauté ait son mot à dire, dès à présent. L'aura de secret qui entoure le projet n'est pas favorable. Il n'est pas question ici de savoir, dans le détail, qui dit quoi et qui veut quoi, mais de faire preuve de bon sens et surtout, de répondre aux préoccupations des gens. Ils veulent savoir et contribuer? Donc ils doivent savoir et contribuer. S'ils ne voulaient rien savoir, ce serait autrement préoccupant.

Participez au Plan d'action climatique de Charlottetown

La Ville de Charlottetown invite le public à participer à un prochain événement sans rendez-vous au cours duquel les résidents auront l'occasion de fournir des commentaires éclairant la vision et les actions incluses dans le Plan d'action climatique.

Le Plan d'action climatique est actuellement en cours d'élaboration. Une fois terminé, il guidera les travaux futurs visant à rendre la communauté plus résiliente aux effets du changement climatique ainsi qu'à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES).

Pour créer un plan qui réponde aux besoins de la communauté et œuvre vers une vision collective du succès, il est essentiel que toutes les voix fassent partie de la conversation. Tous ceux qui vivent, travaillent et visitent régulièrement Charlottetown sont encouragés à y assister, le mardi 25 juin 2024 de 16 h à 18 h à l'Auditorium Rotary du centre d'ap-

prentissage de la bibliothèque de Charlottetown (97, rue Queen).

À ce jour, la Ville a réalisé des recherches approfondies qui éclaireront le plan. Cela a abouti à la composition d'un rapport sur les projections climatiques futures, d'un inventaire communautaire des GES et d'une évaluation de la vulnérabilité et des risques. Une fois ce travail préliminaire effectué, la phase suivante consiste à définir la vision et l'action.

Une enquête en ligne sera lancée après l'événement pour recueillir les commentaires de ceux qui n'ont pas pu y assister. La future participation du public est prévue à l'automne.



Visitez le www.charlottetownhall.ca/climateaction pour en savoir plus. 🌐

— La Voix acadienne —

La mission de La Voix acadienne est de mettre en évidence tous les secteurs de l'actualité de la communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard

Directrice générale : MARCIA ENMAN

Secrétariat : LUCIE GALLANT

Rédactrice : JACINTHE LAFOREST

Infographiste : ALEXANDRE ROY

Pigiste IJL : MARINE ERNOULT

Pigiste : CLAIRE LANTEIGNE

Collaboratrices : DENISE BOURDON
YVONNE GALLANT
GEORGES ARSENAULT

Correctrice d'épreuves : YVONNE CHARLES

Impression : ADVOCATE PRINTING

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada.

Canada

réseau@presse
médias professionnels de l'info locale

Fondation
Donation
FRÉMONT

Toute reproduction, en tout ou en partie, d'un texte ou d'une photo est interdite sans la permission écrite de La Voix acadienne.
© 2024 La Voix acadienne. Tous droits réservés.
ISSN 1195-5066

5, Ave Maris Stella Summerside (Î.-P.-É.) C1N 6M9

Tél. : (902) 436-6005 / www.lavoixacadienne.com / [f](https://www.facebook.com/lavoixacadienne) [i](https://www.instagram.com/lavoixacadienne) [t](https://www.tiktok.com/@lavoixacadienne) @lavoixacadienne

Publicité : pub@lavoixacadienne.com

Rédaction : jacinthe.laforest@lavoixacadienne.com

Direction : marcia.enman@lavoixacadienne.com

Administration : secretariat@lavoixacadienne.com

Représentation au national par

Lignes Agates Marketing

Tél. : 1-905-599-2561

Le projet stratégique "Assurer la relève de La Voix acadienne" a été rendu possible grâce au Fonds d'appui stratégique aux médias communautaires offert conjointement par le Consortium des médias communautaires de langues officielles et le Gouvernement du Canada. »



CONSORTIUM
des médias communautaires
de langues officielles
en situation minoritaire
of Official Language Minority
Community Media